

Ceux qui réforment et s'en sortent

Europe

Plusieurs de nos voisins européens s'engagent dans des réformes majeures. À gauche comme à droite on baisse les impôts et les charges. Exemples à Londres, Madrid et Rome.

Royaume-Uni

Cameron frappe fort

Voici moins d'un an, le Royaume-Uni menaçait de replonger en récession. Le tandem formé par le premier ministre David Cameron et son chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances) George Osborne était accusé d'asphyxier la croissance par sa cure d'austérité – suppression de centaines de milliers de postes de fonctionnaires, augmentation de la TVA de 15 à 20 %. Leur "Big Society" – les communautés locales appelées à remplacer l'État – semblait mal en point. Mais c'était il y a un an...

Les premiers effets de la potion Cameron-Osborne sont là : la récession a été évitée en 2012 et le PIB britannique a progressé de 1,7 % en 2013 – 0,3 % pour la France ! Le chômage a aussi diminué plus vite que prévu (7,2 %) et pourrait passer sous la barre des 7 %. Le salaire moyen a augmenté de 1,4 % entre 2012 et 2013. Pour David Tinsley, économiste chez BNP Paribas, la direction est bonne : « L'augmentation des salaires ainsi qu'une hausse décente de l'emploi, cumulées à une inflation en baisse, signifient que les perspectives de hausses de revenus sont meilleures. »

Trois fois plus de Britanniques sont optimistes sur l'économie qu'en 2012, 29 % se disent confiants (9 % en 2012). Optimiste à 39 %, la classe moyenne revit. Même les catégories les plus défavorisées (travailleurs peu qualifiés, chômeurs) pensent, à 24 %, qu'une reprise soutenue va se produire, ce qui donne raison à Cameron. Dans le *Times* du 1^{er} janvier, il annonçait pour 2014 le commencement de la grande "success story" d'après la récession : « Nous pouvons être la capitale de l'entreprise en Europe... Plus d'emprunts, de dépenses et plus de

dette : si vous doutez de ce qu'un retour aux politiques travaillistes donnerait, regardez juste les pays qui suivent cette approche. » C'est-à-dire la France de François Hollande...

Il reste des difficultés. Le secteur manufacturier est faible, la balance des paiements est déficitaire, tout comme les finances publiques. Le chômage des jeunes est plus élevé qu'en France. La reprise est portée en grande partie par l'immobilier, dans lequel les prix ont

La flexibilité des Britanniques leur permet de moins licencier et de dépenser moins pour le chômage.

bondi de 8,4 % en 2013 – de 15 % à Londres, et jusqu'à 25 % dans certains quartiers. Le dispositif Help To Buy, qui autorise les Britanniques à acheter un bien avec un apport de seulement 5 % grâce à un prêt ou une garantie de l'État, participerait artificiellement à cette flambée. Certains redoutent l'éclatement d'une bulle en 2014, même si le nombre de nouveaux arrivants en Grande-Bretagne limite cette crainte (lire aussi page 34).

Président d'International SOS et cofondateur du Cercle d'outre-Manche, un think tank rassemblant des dirigeants d'entreprises ayant des intérêts en France et au Royaume-Uni, Arnaud Vaissié explique l'optimisme ambiant par le "bien-être social" : « Il y a une vue commune entre le patronat et les syndicats, et l'emploi est garanti par la viabilité des entreprises. » Les réformes de Margaret Thatcher ont permis "l'amorce d'un vrai dialogue social" : « Les capacités de blocage des syndicats ont disparu. »

En France, le salaire a augmenté plus vite que la compétitivité des entre-



PIERRE-PHILIPPE MARCOU/ATP

prises, alors qu'en Grande-Bretagne c'est l'inverse. Les Britanniques ont favorisé les horaires flexibles, au point que les fameux contrats "zéro heure" n'offrant aucune garantie à l'employé ont choqué et que le gouvernement a dû organiser un débat national pour aménager ces contrats, largement utilisés par certaines entreprises comme McDonalds (90 % de ses employés sont concernés).

Cette flexibilité a permis aux Britanniques de moins licencier qu'en France et d'afficher un taux de chômage inférieur de 30 % à celui des Français (10,2 %) : ils ne consacrent que 11,3 milliards d'euros par an aux allocations et contrats aidés, près de

David Cameron et Mariano Rajoy. Le Britannique agit avec le soutien de l'opinion. L'Espagnol tente de réformer, dans un pays en partie rétif aux changements.



cinq fois moins que la France (53,7 milliards d'euros). « *La confiance des entreprises est revenue, avec un million d'emplois créés dans le secteur marchand*, précise Arnaud Vaissié. *Le modèle britannique favorise l'investissement. Investir dans son territoire doit être intéressant et c'est le cas. En France, l'impôt sur les sociétés est de 36-37% alors qu'il va être ramené à 20% en Grande-Bretagne.* »

À un an des élections, Osborne vient de présenter un budget plus "soft", à l'avantage des plus de 50 ans, la cible des conservateurs. Il a déjà fait un cadeau aux retraités : ils pourront économiser jusqu'à 18 000 euros par an, sans taxes. Cette mesure sera com-

pensée par la limitation du budget des aides sociales (142 milliards d'euros par an). Osborne l'a dit : le budget 2014 est "pour ceux qui fabriquent, qui font, qui économisent".

De Londres, Rose Claverie

Espagne Rajoy va "au fond"

Moins d'impôt sur le revenu, moins d'impôt sur les sociétés... et plus de TVA. Ce sont trois des 125 mesures chocs sur lesquelles planche l'Espagne pour relancer son économie à travers une réforme fiscale. « *Une révolution fiscale* », souligne le quotidien conservateur *La Razón*. Le gouvernement de Mariano Rajoy

doit encore trancher parmi les propositions élaborées par une commission d'experts. Mais la vice-présidente du gouvernement, Soraya Sáenz de Santamaría, a déjà présenté le rapport de 435 pages comme « *un travail très sérieux et très rigoureux* » et promis « *une réforme profonde* ». L'opposition et les syndicats ne s'y trompent pas. Cette révolution leur fait peur : ils ont réussi à mobiliser fortement à Madrid, le 23 mars dernier.

Les experts chargés de préparer le terrain s'attaquent à la faiblesse structurelle du système fiscal espagnol : son incapacité à rapprocher ses recettes de ses taux d'imposition. Le Trésor public ne retient en effet que 37,1% du

Matteo Renzi. Le rythme qu'il impose au pays et l'urgence de la situation lui permettent d'avancer à pas de géant là où ses prédécesseurs piétinaient.



VILLAGETTY IMAGES/AFP

PIB, bien loin des 51,8 % de la France et même des 46,2 % de la zone euro. Et pourtant, sa TVA (21 %), son impôt sur les sociétés (30 %) et sur les revenus (52 % pour la tranche la plus haute) comptent tous parmi les plus élevés d'Europe.

Cette inefficacité s'explique par « une foule de déductions et de niches fiscales qui rendent le système inefficace », juge Javier Díaz-Giménez, professeur d'économie à l'IESE Business School. Celui-ci met également en cause l'économie souterraine. Les experts l'estiment à un quart du PIB espagnol. Le comité des sages propose d'éliminer la quasi-totalité des déductions, de baisser de 5 à 10 points l'impôt sur les sociétés et de rapprocher l'impôt sur le revenu de la moyenne européenne

(taux marginal de 45 %). Ces baisses devraient être compensées par un alignement de la plupart des produits sur le taux plein de la TVA.

De Madrid, Mathieu de Taillac

Italie Renzi sans complexe

Le jeune président du Conseil italien Matteo Renzi, issu de la gauche démocrate, ne veut pas s'embarrasser de doctrine ou d'idéologie. Sans complexe par rapport à son camp d'origine, il annonce que la relance de l'économie italienne doit passer par une vaste réforme de la fiscalité, avec deux priorités : l'allègement des charges sur les travailleurs et sur les entreprises. Les salariés qui ne touchent pas plus de 1500 euros par mois

gagneront ainsi 1 000 euros de plus par an, tandis que l'impôt sur les activités productives sera réduit de 10 %. La réforme du marché du travail annoncée vise aussi à introduire plus de flexibilité à l'embauche. Le grand

Pour la première fois depuis longtemps, l'État italien va devoir "se serrer la ceinture".

syndicat de gauche CGIL a aussitôt réagi : « Ces mesures vont augmenter la précarité des travailleurs. »

Renzi a balayé la critique et assure que son plan va aider à relancer la demande et la consommation, tout en donnant plus d'oxygène aux entreprises italiennes, qui sont parmi les plus taxées d'Europe. Il promet qu'il trouvera les fonds pour financer ces mesures – 10 milliards d'euros pour commencer – « sans augmentation de la pression fiscale ». Ce serait une première en Italie et une secousse en Europe. Il compte trouver cet argent en baissant les taux de la dette publique et surtout en coupant dans les dépenses publiques, à hauteur de 7 milliards d'euros : « L'État va se serrer la ceinture ! »

Si Matteo Renzi réussissait à baisser les impôts tout en faisant reculer les dépenses publiques dans ce pays où l'on promet de telles mesures depuis vingt ans sans que jamais personne n'ait eu le courage de les mettre en œuvre, l'Italie s'engagerait dans une de ses plus grandes mutations de l'après-guerre.

Les Italiens ont au moins une certitude : Renzi ne prendra aucune mesure dure ou impopulaire avant les élections européennes.

De Rome, Pierluca Pucci Poppi

Horizon 2030 Le Royaume-Uni se voit comme le maillon fort de l'Europe

L'économie britannique est programmée pour passer dans cinq ans devant celle de la France et s'imposer comme la première d'Europe à l'horizon 2030. C'est ce qu'affirme le Centre pour la recherche économique et commerciale (CEBR) : dès 2018, le Royaume-Uni devrait déloger la France de sa cinquième place, puis les marchés émergents comme la Turquie et le Mexique reléguent notre pays au treizième rang en 2028.

Douglas McWilliams, directeur général du CEBR, est confiant : « Une démographie positive avec une immigration continue, et moins de problèmes liés à la zone euro, combinée avec un taux d'imposition relativement faible, encouragent une croissance plus rapide que dans la plupart des économies occidentales. » Eurosceptique, le CEBR estime qu'un retrait de l'Union européenne pourrait doper encore plus vite la croissance britannique : « À court

terme, l'impact d'une sortie de l'Union serait négatif, affirme McWilliams. Mais dans les quinze ans, ce serait probablement positif. » L'Allemagne aurait, elle aussi, intérêt à sortir de la monnaie européenne : « Avec un deutsche mark, elle ne se laisserait certainement pas dépasser avant des années. »

Ces prévisions doivent être prises avec prudence : en 2012, le CEBR avait affirmé que la France serait devancée dès 2013 ! R. C.